

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

LUCIEN MARCH

## **Mouvement de la population de la France en 1907 d'après les registres de l'état civil**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 49 (1908), p. 281-290

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1908\\_\\_49\\_\\_281\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1908__49__281_0)

© Société de statistique de Paris, 1908, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>



# JOURNAL

DE LA

## SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 9. — SEPTEMBRE 1908.

### I

#### MOUVEMENT DE LA POPULATION DE LA FRANCE EN 1907

D'APRÈS LES REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL

RAPPORT A MONSIEUR LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE (1)

Dans la séance du 15 avril dernier, M. le Secrétaire général, en présentant les ouvrages reçus depuis la séance précédente, signalait particulièrement la Statistique des mouvements de la population de 1905 et 1906. Ces documents, ajoutait-il, publiés annuellement depuis 1871, sont les derniers de ce genre qui paraîtront, une décision ministérielle en prescrivant dorénavant la publication tous les cinq ans seulement, en même temps que celle du dénombrement quinquennal de la population (2).

Il est à remarquer, toutefois, que cette décision concerne les nombreux tableaux numériques de détail qui paraissaient chaque année, mais n'entraîne pas la suppression du Rapport général annuel sur le mouvement de la population qui précédait lesdits tableaux.

C'est ce rapport que nous publions ci-dessous en extrait pour l'année 1907.

(La Rédaction.)

En 1907, conformément au programme étudié par le Conseil supérieur de statistique, et approuvé par le Parlement, le dépouillement des actes de l'état civil a cessé d'être à la charge des administrations locales.

Jusqu'en 1906, le travail de l'administration centrale se bornait à une récapitulation générale des totalisations opérées par les préfetures, d'après les états communaux.

Cet éparpillement des opérations statistiques obligeait à restreindre singulièrement les cadres ; les renseignements recueillis n'avaient point une authenticité parfaite ; des données essentielles faisaient défaut. Il était difficile d'approfondir les recherches relatives aux principaux facteurs du mouvement de la population française, de mettre en relief avec quelque précision les circonstances qui font varier les rapports de natalité, de mortalité, et de nuptialité.

Or, dans notre pays, le nombre des habitants augmente à peine, principalement en raison de l'abaissement excessif de la natalité ; l'accroissement physiologique de la population demeure de beaucoup inférieur à l'accroissement observé dans les autres pays : il

(1) Extrait du *Journal officiel* du 19 juin 1908.

(2) Sur rapport motivé inséré dans le *Journal officiel* du 30 novembre 1904.

est donc plus nécessaire que partout ailleurs d'exercer une étroite surveillance sur les mouvements de l'état civil.

Cependant, parmi les pays où la statistique du mouvement de la population est régulièrement dressée, la France est un des derniers qui ait adopté le système du dépouillement central des actes de l'état civil. Dans ce système, à chaque acte que la statistique doit comprendre, correspond un bulletin individuel qui est transmis à un service central chargé du dépouillement des bulletins.

C'est, d'ailleurs, à l'aide de bulletins individuels que, depuis un quart de siècle, la municipalité parisienne établit sa statistique de l'état civil. Pour mettre en vigueur le système dans toute la France, il a suffi de généraliser les dispositions appliquées avec succès à Paris et d'étendre à toute la France les modèles de bulletins remplis à Paris sans difficultés.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1907, les déclarations faites aux bureaux d'état civil sont reçues sur les bulletins suivants :

- 1° Bulletins de mariage ;
- 2° Bulletins de divorce ;
- 3° Bulletins de reconnaissance d'enfant illégitime ;
- 4° Bulletins de naissance d'enfant vivant ;
- 5° Bulletins de mort-né ;
- 6° Bulletins de décès ;
- 7° Bulletins de transcription ou rectification.

La centralisation de ces bulletins, dans les préfectures, est effectuée tous les six mois ; l'ensemble des bulletins établis dans les départements doit être adressé, avant le 15 du mois suivant le semestre, au service de la statistique générale de la France, qui dresse aussitôt une statistique sommaire, le dépouillement détaillé devant être effectué à la fin de chaque période de cinq ans.

Ce système a l'avantage de décharger les administrations municipales d'un travail statistique long et pénible ; il limite leur rôle à la collection des renseignements. D'autre part, les bulletins fournissant de nombreux renseignements permettent, outre un contrôle nécessaire, un grand nombre de combinaisons statistiques (\*).

Le compte rendu détaillé, contenant les résultats définitifs du dépouillement de ces bulletins, ne sera publié qu'en 1911 ; il s'appliquera aux actes enregistrés de 1907 à 1910.

Les chiffres provisoires relatifs à l'année 1907, qui figurent dans le tableau page 289, résultent de la simple totalisation des bordereaux de transmission des bulletins. Le tableau ci-après (voir page 283) renferme les résultats du calcul des excédents de naissances ou de décès et les nombres proportionnels, par 10 000 habitants, des nouveaux mariés, des naissances et des décès, pour chaque département.

#### BALANCE DES NAISSANCES ET DES DÉCÈS

Pendant l'année 1907, la balance des naissances et des décès se solde par un excédent de 19 920 décès ; il faut remonter à l'année 1900 pour trouver un nombre de naissances inférieur de 25 998 au nombre des décès. Les années 1901 à 1906 avaient toutes donné un excédent des naissances sur les décès, dont la valeur, il est vrai, avait décliné régulièrement de 83 944 en 1902 à 26 651 seulement en 1906.

Depuis le début du dix-neuvième siècle, les décès de l'année n'ont surpassé que dix fois les naissances, quatre fois avant 1890 : en 1854, 1855, 1870 et 1871 ; six fois depuis 1890. En 1854 et 1855, le fait est dû aux épidémies de choléra. En 1854, il y a eu 165 000 décès de plus que durant la période quinquennale précédente, 106 000 en 1855 ; les événements de 1870-1871 ont donné 155 000 et 355 000 décès de plus durant ces années que durant les précédentes.

---

(\*) Ces bulletins fournissent d'ailleurs aux communes, soucieuses de contrôler leur état démographique, un moyen commode d'en dresser le tableau avant l'envoi à la préfecture.

DÉPARTEMENTS	EXCÉDENT		PROPORTION POUR 10 000 HABITANTS		DÉPARTEMENTS	EXCÉDENT		PROPORTION POUR 10 000 HABITANTS	
	des NAISSANCES	des DÉCÈS	des NOUVEAUX MARIÉS	des ENFANTS déclarés VIVANTS		des NAISSANCES	des DÉCÈS	des NOUVEAUX MARIÉS	des ENFANTS déclarés VIVANTS
Ain . . . . .		1 222	150	176	Loiret . . . . .		150	180	181
Aisne . . . . .	757		172	212	Lot . . . . .	2 170	3 170	144	914
Allier . . . . .		427	156	169	Lot-et-Garonne . . . . .		2 387	139	919
Alpes (Basses) . . . . .		431	131	169	Lozère . . . . .	429		137	192
Alpes (Hautes) . . . . .		260	146	199	Maine-et-Loire . . . . .		1 209	148	193
Alpes-Maritimes . . . . .	146		135	212	Manche . . . . .		1 603	132	237
Ardecho . . . . .		1 318	145	196	Marne . . . . .	394		169	201
Ardenne . . . . .	283		165	199	Marne (Haute-) . . . . .	881		150	214
Ariège . . . . .		850	133	165	Mayenne . . . . .	988		160	217
Ariège . . . . .		921	133	173	Meurthe-et-Moselle . . . . .		1 792	164	203
Aube . . . . .		1 621	139	211	Meuse . . . . .	126		141	188
Aude . . . . .		1 748	158	168	Morbihan . . . . .	2 953		148	202
Aveyron . . . . .			168	226	Nièvre . . . . .	1 317		141	197
Belfort (territoire de) . . . . .	408		168	217	Nord . . . . .		1 911	155	197
Bouches-du-Rhône . . . . .		1 652	145	191	Orne . . . . .	2 067		165	182
Calvados . . . . .		1 557	140	191	Oise . . . . .	10 463		147	236
Cantal . . . . .	55		154	172	Orne . . . . .	2 168		182	285
Charente . . . . .		617	152	171	Pas-de-Calais . . . . .	749		196	198
Charente-Inférieure . . . . .		1 148	153	168	Py-de-Dome . . . . .		2 168	131	196
Cher . . . . .	224		153	168	Pyénées (Basses-) . . . . .		875	132	168
Côte-d'Or . . . . .	659		167	210	Pyénées-Orientales . . . . .	137		157	200
Côte-du-Nord . . . . .	651		117	209	Rhône . . . . .		3 372	159	208
Creuse . . . . .	1 405		138	159	Saône (Haute-) . . . . .		178	145	188
Dordogne . . . . .	281		146	212	Saône-et-Loire . . . . .		1 883	152	192
Doubs . . . . .	750		150	173	Sarthe . . . . .		1 203	164	194
Drome . . . . .		1 100	156	179	Savoie . . . . .		127	131	203
Eure . . . . .		1 416	143	221	Savoie (Haute-) . . . . .	246		149	207
Eure-et-Loir . . . . .		820	143	167	Seine . . . . .	2 019		213	200
Finistère . . . . .	7 018		158	187	Seine-Inférieure . . . . .	3 198		173	195
Gard . . . . .		360	161	209	Seine-et-Marne . . . . .		687	154	221
Garonne (Haute-) . . . . .		2 810	146	287	Seine-et-Oise . . . . .		2 063	165	177
Gers . . . . .		3 435	139	176	Sèvres (Deux-) . . . . .	491		161	189
Gironde . . . . .		1 895	180	151	Somme . . . . .	20		159	195
Hérault . . . . .		3 574	150	191	Tarn . . . . .		1 405	146	243
Haute-Garonne . . . . .		2 529	134	169	Tarn-et-Garonne . . . . .		1 799	126	240
Haute-Loire . . . . .		656	163	207	Var . . . . .		1 463	148	215
Indre . . . . .	473		153	182	Vaucluse . . . . .		1 478	159	208
Indre-et-Loire . . . . .		1 232	162	170	Vendée . . . . .		450	156	175
Isère . . . . .		2 659	143	169	Vienne . . . . .		1 719	169	174
Jura . . . . .		565	146	195	Vienne (Haute-) . . . . .		1 554	163	191
Landes . . . . .	620		145	188	Vosges . . . . .			146	191
Loire . . . . .		80	159	187	Yonne . . . . .	1 722			197
Loire-Cher . . . . .		1 072	159	160					
Loire (Haute-) . . . . .		7	143	205					
Loire-Inférieure . . . . .		395	165	183	ENSEMBLE . . . . .	50 595	70 455	160	203

1890, 1891, 1892 et 1900 ont été encore des années relativement meurtrières : 42 000, 34 000, 30 000, 53 000 décès de plus que durant les années précédentes.

En 1895, au contraire, on a enregistré moins de décès que pendant l'année moyenne antérieure. En 1907, le chiffre des décès n'a dépassé que de 29 000 le chiffre moyen des cinq années précédentes. Mais en 1890 le nombre des naissances est inférieur de 62 000 au nombre moyen antérieur, en 1895 de 24 000 ; en 1907 il est de 46 000 au-dessous. Si l'on considère maintenant qu'en 1907 on a célébré près de 45 000 mariages de plus qu'en 1890, on devine sans peine que la cause de l'infériorité des naissances par rapport aux décès, si fréquente depuis 1890, est la rapidité avec laquelle décroît la fécondité des mariages.

En 1907, le nombre des naissances est inférieur de 32 878 au nombre de 1906 ; d'une année à l'autre, le nombre des décès a augmenté de 13 693. La conséquence de ce double mouvement est que l'excédent des naissances qui atteignait encore 26 651 en 1906 s'est transformé en un excédent de décès égal à 19 920, ce qui représente, pour l'excédent, un écart total de 46 571.

L'accroissement relatif de la population, pour 10 000 habitants, s'élevait à 18, en moyenne, de 1901 à 1905 ; il s'était abaissé à 7 en 1906 ; il fait place, en 1907, à une diminution de 5 pour 10 000.

En 1907, on ne constate d'excédents de naissances que dans 29 départements seulement au lieu de 42 en 1906 et 43 en 1905. Les départements où l'excédent, rapporté au chiffre de population légale, atteint les valeurs les plus fortes sont : Pas-de-Calais, 103 pour 10 000 habitants ; Finistère, 89 ; Nord, 57 ; Morbihan, 51 ; Territoire de Belfort, 49 ; Haute-Vienne, 44 ; Seine-Inférieure, 37 ; Vosges, 36 ; Meurthe-et-Moselle, 35 ; Lozère, 34 ; Vendée, 33 ; Doubs, 26 ; Côtes-du-Nord, Corse, 23. Ces départements sont ceux qui donnaient les plus forts excédents les années précédentes mais, pour chacun d'eux, la valeur de l'excédent a diminué.

Si, de même, l'on classe les départements suivant la valeur relative de l'excédent des décès par rapport au chiffre de population légale, ceux qui fournissent les chiffres les plus élevés sont : Lot, 101 pour 10 000 ; Tarn-et-Garonne, 95 ; Lot-et-Garonne, 87 ; Gers, 81 ; Haute-Garonne, 71 ; Orne, 65 ; Vauchuse, 61 ; Gard, 56 ; Yonne, 55 ; Hérault, 52 ; Drôme, 48 ; Isère, 47 ; Gironde, Tarn, 43 ; Ariège, Hautes-Pyrénées, 42.

Ces départements donnaient déjà les années précédentes de notables excédents de décès ; ces excédents se sont accrues en 1907.

En se reportant aux chiffres détaillés par arrondissement (<sup>1</sup>), on constate que sur 362 arrondissements, 127 ont donné des excédents de naissances. Un certain nombre sont situés dans des départements où le nombre des décès l'emporte sur celui des naissances ; ainsi Briançon, Pont-l'Évêque, Nontron, Fougères, Yssingaux, etc. Par contre, les arrondissements de Grasse, Saint-Brieuc, Dinan, Besançon, Pau, Perpignan, Châtellerauld, etc. qui font partie de départements où le chiffre des naissances est plus considérable que celui des décès, fournissent des excédents assez importants de décès.

En valeur absolue les plus forts excédents de naissances ont été constatés dans les arrondissements de : Béthune (5 732), Lille (4 171), Quimper (2 696), Boulogne-sur-Mer (1 924), Valenciennes (1 910), Avesnes (1 709), Le Havre (1 464), Châteaulin (1 373), Brest, Douai (1 356). Ce sont les arrondissements de Lyon (2 815), Bordeaux (2 035), Sceaux (1 915), Toulouse (1 813), Nîmes (1 449), Clermont-Ferrand (1 079), Marseille (1 067), Cahors (1 036), Grenoble (1 023), Montauban (959), Nantes (911) qui ont fourni les excédents de décès les plus élevés.

En résumé, les seuls points du territoire où la natalité l'emporte sur la mortalité sont les régions du Nord, de la Bretagne, des frontières de l'Est, du Limousin et la Corse.

Chaque nouvelle année voit les départements des bassins de la Garonne et du Rhône enregistrer plus de décès que de naissances et accentuer ainsi leur mouvement de dépopulation.

La situation démographique de notre pays est toujours très inférieure à celle des autres nations, comme en témoignent les deux tableaux ci-après (voir page 285).

---

(<sup>1</sup>) Les limites qui nous sont imposées ne nous ont pas permis de reproduire dans ce Journal les chiffres concernant les arrondissements.

**Excédent annuel des naissances sur les décès (Nombres absolus)**

ANNÉES	FRANCE	EMPIRE ALLEMAND	AUTRICHE	HONGRIE	BELGIQUE	ANGLETERRE et GALLES	PAYS-BAS	ITALIE	NORVÈGE	SUÈDE
1897 . . . . .	108 088	784 634	298 745	219 097	77 401	380 196	77 585	406 246	31 028	56 441
1898 . . . . .	33 860	846 871	288 126	182 443	73 464	371 024	74 952	337 809	32 128	60 574
1899 . . . . .	31 394	795 107	301 936	228 538	67 305	346 847	75 961	335 165	30 450	44 204
1900 . . . . .	— 25 988	729 757	309 259	237 284	64 743	339 232	70 568	298 459	31 217	51 993
1901 . . . . .	72 398	857 828	330 124	239 917	84 000	378 222	78 413	342 727	32 912	56 598
1902 . . . . .	83 944	902 243	327 840	231 681	76 541	404 971	82 480	365 893	34 099	57 642
1903 . . . . .	73 106	812 173	305 861	209 313	73 626	433 643	86 175	305 779	31 583	55 286
1904 . . . . .	57 026	862 664	317 077	244 963	72 215	395 605	84 404	386 827	31 488	54 800
1905 . . . . .	37 120	792 839	237 078	159 611	69 094	409 262	85 751	354 178	28 905	52 966 <sup>(1)</sup>
1906 . . . . .	26 651	910 275	»	229 163	69 994	403 800	»	»	29 500 <sup>(1)</sup>	60 350 <sup>(1)</sup>
1907 . . . . .	— 19 920 <sup>(1)</sup>	»	»	»	»	»	»	»	»	58 385 <sup>(1)</sup>

(1) Nombres provisoires.

**Excédent annuel moyen des naissances sur les décès pour 10 000 habitants**

PÉRIODES	FRANCE	EMPIRE ALLEMAND	AUTRICHE	HONGRIE	BELGIQUE	ANGLETERRE et GALLES	PAYS-BAS	ITALIE	NORVÈGE	SUÈDE
1821-1825 . . . . .	67	»	»	»	»	»	»	»	150	137
1826-1830 . . . . .	50	»	»	»	»	»	»	»	139	84
1831-1835 . . . . .	36	»	»	»	69	»	»	»	111	93
1836-1840 . . . . .	48	»	74	»	85	»	»	»	78	81
1841-1845 . . . . .	54	106	96	»	94	109	105	»	130	111
1846-1850 . . . . .	28	81	6	»	38	95	33	»	131	99
1851-1855 . . . . .	20	74	23	»	70	112	89	»	152	101
1856-1860 . . . . .	28	104	100	»	87	126	65	»	165	120
1861-1865 . . . . .	38	109	89	»	90	125	106	»	133	134
1866-1870 . . . . .	15	98	70	»	62	129	101	66	125	92
1871-1875 . . . . .	5	107	67	»	92	135	106	64	127	124
1876-1880 . . . . .	29	131	82	77	102	146	135	75	151	120
1881-1885 . . . . .	25	113	79	116	102	141	134	106	140	119
1886-1890 . . . . .	11	121	88	115	91	125	131	103	138	124
1891-1895 . . . . .	1	130	95	98	88	118	133	105	185	108
1896-1900 . . . . .	13	147	116	115	109	115	150	110	146	108
1901-1905 . . . . .	18	149	113	110	107	121	155	106	141 <sup>(1)</sup>	106 <sup>(1)</sup>
1906 . . . . .	7	150	»	113	97	117	»	»	»	»
1907 . . . . .	— 5 <sup>(1)</sup>	»	»	»	»	»	»	»	»	»

(1) Nombres provisoires.

Bien que, dans les autres États, la natalité diminue actuellement comme en France, grâce à leur avance antérieure, ces États conservent de forts excédents de naissances, six à huit fois plus élevés que les nôtres, à nombre égal d'habitants. Tandis que l'excédent annuel moyen des naissances sur les décès pour 10 000 habitants, pendant la période quinquennale 1901-1905, n'était que 18 dans notre pays, il atteignait le chiffre de 106 en Italie, 113 en Autriche, 121 en Angleterre, 149 en Allemagne, 155 dans les Pays-Bas, etc.

**MARIAGES**

On a enregistré 314 903 mariages en 1907; c'est le chiffre le plus élevé qui ait été constaté depuis 1873, où l'on en avait célébré 321 238. L'augmentation est de 8 416 par rapport au chiffre de 1906, lequel était lui-même supérieur au nombre de 1905.

La proportion des nouveaux mariés, calculée par rapport au chiffre de population légale, va donc en croissant; elle a passé de 153 pour 10 000 habitants, en 1904, à 156 en 1906, pour atteindre 160 pendant l'année 1907. Il y a relativement peu de pays où la nuptialité soit plus élevée.

Par rapport à 1906, le nombre des mariages a augmenté dans 54 départements; les plus fortes augmentations ont été constatées dans les départements suivants : Seine,

3 102 mariages en plus ; Nord, 1 410 ; Pas-de-Calais, 688 ; Seine-Inférieure, 479 ; Rhône, 470 ; Seine-et-Oise, 387 ; parmi les 33 départements où le nombre des mariages a diminué, se classent : Landes, 183 mariages en moins ; Maine-et-Loire, 177 ; Loire, 149 ; Saône-et-Loire, 144 ; Finistère, 135 ; Gers, 118 ; Haute-Garonne, 114.

Les départements où la proportion des nouveaux mariés, pour 10 000 habitants, atteint les valeurs les plus fortes sont : Seine, 213 ; Nord, 191 ; Pas-de-Calais, 182 ; Seine-Inférieure, 173 ; Aisne, 172 ; Marne, Haute-Vienne, 169 ; Territoire de Belfort, 168 ; Corrèze, 167 ; ceux où cette proportion est la plus faible sont : Corse, 117 pour 10 000 habitants ; Hautes-Pyrénées, 122 ; Tarn-et-Garonne, 126 ; Gers, 130 ; Basses-Alpes, Basses-Pyrénées, 131 ; Ariège, 133 ; Hérault, Savoie, 134 ; Alpes-Maritimes, 135. En comparant ces résultats à ceux des années précédentes, on s'aperçoit que les départements où l'on se marie peu ou beaucoup demeurent à peu près les mêmes.

### DIVORCES

Le nombre des divorces enregistrés en 1907 est en augmentation de 365 sur le nombre de 1906. On a, en effet, constaté 10 938 divorces pendant la dernière année écoulée au lieu de 10 573 en 1906. Il n'y en avait eu que 10 019 en 1905 et seulement 7 157 pendant l'année 1900.

Le rapport du nombre des nouveaux divorcés au chiffre de la population légale va constamment en croissant depuis 1900, où la proportion des nouveaux divorcés pour 10 000 habitants ne dépassait pas 3,68. Ce rapport était de 5,41 en 1905, 5,38 en 1906 et 5,57 en 1907.

### NAISSANCES

En 1907, on a enregistré 773 969 naissances d'enfants vivants au moment de la déclaration ; en outre, on a compté 36 760 mort-nés ou enfants morts avant la déclaration de naissance, soit un total de 810 729 naissances. La proportion, calculée par rapport au chiffre de population légale, d'après le recensement du 4 mars 1906, est de 207 pour 10 000 habitants ; elle est sensiblement inférieure à la proportion de 1906 (215) et à celles des années précédentes : 216 en 1905, 219 en 1904, 221 en 1903, 226 en 1902, 230 en 1901. Cette diminution de la natalité est générale en France. En effet, par rapport à 1906, le nombre des naissances d'enfants vivants a diminué dans 82 départements et n'a augmenté que dans 5 seulement, encore ces augmentations ont-elles été insignifiantes : Meurthe-et-Moselle, 164 naissances en plus ; Seine-Inférieure, 140 ; Saône-et-Loire, 63 ; Bouches-du-Rhône, 43 ; Pas-de-Calais, 6. Parmi les départements où la diminution atteint les plus fortes valeurs absolues, on peut citer : Dordogne, 1 434 naissances en moins ; Finistère, 1 067 ; Côtes-du-Nord, 978 ; Ardèche, 972 ; Hérault, 928 ; Aveyron, 893 ; Isère, 773 ; Rhône, 732 ; Loire, 701 ; Loire-Inférieure, 698.

Quant aux enfants déclarés vivants, leur nombre, en 1907, est inférieur de 32 878 unités au nombre correspondant de 1906 et de 65 874 unités à la moyenne annuelle de la période décennale 1896-1905. La proportion, pour 10 000 habitants, est de 197 au lieu de 205 en 1906, 206 en 1905, 209 en 1904, 211 en 1903, 216 en 1902 et 220 en 1901.

Les départements où, en 1907, le nombre des enfants déclarés vivants pour 10 000 habitants atteint les valeurs les plus considérables sont : Finistère, 287 ; Pas-de-Calais, 285 ; Seine-Inférieure, 258 ; Morbihan, 253 ; Côtes-du-Nord, 242 ; Nord, 239 ; Meurthe-et-Moselle, 238 ; Vosges, 230 ; Lozère, Territoire de Belfort, 226 ; Doubs, 221. Le taux a été le plus faible dans les départements suivants : Gers, 131 ; Lot-et-Garonne, 132 ; Yonne, 142 ; Lot, 143 ; Tarn-et-Garonne, 145 ; Haute-Garonne, 151 ; Nièvre, 155 ; Gironde, 156 ; Côte-d'Or, Allier, 159 ; Ariège, 165 ; Hautes-Pyrénées, 166.

On voit, d'après ces chiffres, que les départements à forte ou à faible natalité sont, à peu d'exceptions près, les mêmes que les années précédentes. Mais tous fournissent des nombres plus faibles qu'antérieurement.

### MORT-NÉS

En 1907, le nombre proportionnel des mort-nés et enfants morts avant la déclaration de naissance est resté le même que les années précédentes : la proportion est toujours, pour la France entière, de 10 pour 10 000 habitants.

Il a été déclaré 36 760 mort-nés en 1907 au lieu de 37 326 en 1906.

### RECONNAISSANCES D'ENFANTS ILLÉGITIMES

Pendant l'année 1907, 42 354 enfants illégitimes ont été reconnus soit par le père, soit par la mère. Dans les années précédentes, la statistique ne faisait connaître que le nombre des enfants illégitimes reconnus par le père sur l'acte de naissance : ce nombre a été de 11 546 en 1905 et 11 782 en 1906.

### DÉCÈS

793 889 décès ont été enregistrés en 1907 ; ce nombre dépasse de 13 693 celui de 1906 : 780 196, et de 23 718 celui de 1905 : 770 174 ; il est également supérieur de 10 510 unités à la moyenne annuelle de la période décennale 1896-1905. L'augmentation du nombre des décès par rapport à 1906 s'étend à 55 départements parmi lesquels : Seine, 3 316 décès en plus ; Morbihan, 1 084 ; Manche, 1 070 ; Isère, 996 ; Gard, 721 ; Indre-et-Loire, 719 ; Nord, 695 ; Seine-et-Oise, 671 ; Basses-Pyrénées, 556 ; Corrèze, 540.

Parmi les 32 départements où le nombre des décès a été moindre en 1907 qu'en 1906, ceux où la diminution est la plus forte en valeur absolue sont : Seine-Inférieure, 777 ; Pas-de-Calais, 619 ; Doubs, 579 ; Vosges, 558 ; Rhône, 498 ; Haute-Saône, 453 ; Somme, 294 ; Meuse, 291 ; Finistère, 282.

Le nombre des décédés pour 10 000 habitants est de 202, au lieu de 199 en 1906, 196 en 1905, 194 en 1904, 193 en 1903, 195 en 1902 et 201 en 1901.

Les départements où la proportion des décès constatés en 1907 atteint les plus fortes valeurs pour 10 000 habitants sont : Lot, 244 ; Tarn-et-Garonne, 240 ; Bouches-du-Rhône, 238 ; Manche, 237 ; Orne, 236 ; Ardèche, 234 ; Vaucluse, 233 ; Calvados, Gard, 232 ; Aveyron, 224 ; Hautes-Alpes, 223.

Ceux où l'on a enregistré les proportions les plus faibles sont : Cher, 161 ; Creuse, 163 ; Indre, 165 ; Landes, 167 ; Allier, 169 ; Deux-Sèvres, 173 ; Haute-Vienne, 174 ; Vienne, Vendée, 175 ; Territoire de Belfort, 177.

Le tableau page 289 fournit non seulement les nombres de décès enregistrés dans les départements, mais encore les chiffres afférents aux divers arrondissements (1). Ces derniers sont particulièrement intéressants, parce que les arrondissements d'un même département sont parfois de caractères très différents quant à la topographie, au climat, à l'industrie, etc. L'arrondissement constitue en général une division territoriale plus homogène que le département. C'est dans les arrondissements à forte mortalité que l'on trouvera le plus souvent les localités à mortalité excessive ; en conséquence, le tableau des décès par arrondissement peut fournir d'utiles indications pour l'application de la loi de 1902 sur la protection de la santé publique. Cette loi prescrit, en effet, de comparer à la mortalité générale la mortalité des différentes localités.

Pour que cette comparaison pût s'opérer suivant une méthode rigoureuse, il y aurait lieu de tenir compte de la proportion des enfants en bas âge et des vieillards existant au sein de la population. Il importe aussi, avant tout, de tenir compte du nombre des habitants, car le taux de mortalité peut plus facilement s'écarter du taux moyen dans une petite agglomération que dans une grande.

Pour classer à part les arrondissements dont la mortalité s'écarte beaucoup de la mortalité moyenne on a pris pour module de l'écart la racine carrée du nombre des décès

---

(1) Voir note (1) de la page 284 du présent numéro.



observés. Un certain nombre d'arrondissements (83) fournissent en 1907 un écart en plus, supérieur à trois fois ce module. Ces arrondissements appartiennent pour la plupart aux régions ordinaires de dépopulation : Normandie, nord de la Bretagne, Maine, vallée de la Garonne, vallée du Rhône, confins de la Champagne.

Ajoutons qu'après avoir noté ces arrondissements il conviendrait d'étudier, dans chacun d'eux, la mortalité suivant l'âge, afin de se rendre compte si, à âge égal, elle dépasse effectivement la moyenne.

#### STATISTIQUE INTERNATIONALE

Pour terminer ce compte rendu nous passerons rapidement en revue l'état des mariages, des naissances et des décès dans une cinquantaine d'États, depuis 1900.

Les tableaux des mouvements de la population de ces divers États renferment, le premier des nombres absolus, le second des nombres proportionnels (1).

*Mariages.* — En rapportant le nombre des nouveaux mariés au chiffre total de la population, le coefficient de nuptialité obtenu permet de comparer la tendance au mariage dans les différents pays.

Le coefficient calculé pour la France est inférieur à celui de l'Allemagne et de l'Autriche, supérieur à celui de l'Italie et du Portugal, sensiblement égal à celui de l'Angleterre et du Pays de Galles.

Depuis 1900, dans presque tous les pays considérés, il y a décroissance du taux de nuptialité ; ce taux n'a tendance à se relever que dans quelques pays, parmi lesquels l'Irlande, la France, la Nouvelle-Zélande.

Pendant la période 1900-1906, les pays où le coefficient de nuptialité a atteint les valeurs moyennes les plus élevées sont : Serbie, 206 pour 10 000 habitants ; Michigan, 198 ; Bulgarie, 195 ; Australie occidentale, 188 ; Massachusetts, 178 ; Russie, 175 ; Hongrie, 173 ; Saxe, 169.

Durant la même période, les pays à faible nuptialité ont été : Mexique, 89 ; Irlande, 102 ; pays du nord de l'Europe : Suède, 119 ; Norvège, 129 ; Finlande, 131 ; républiques sud-américaines (Argentine, Chili, Uruguay) ; Portugal ; Écosse.

*Naissances.* — Comparant les moyennes relatives à la période 1900-1906, on voit que le coefficient de natalité varie beaucoup suivant les pays. La France et l'Irlande occupent les dernières places dans le classement des États portés au tableau avec respectivement 212 et 231 enfants nés vivants pour 10 000 habitants. Dans les pays à forte natalité ce coefficient est presque double. Il est de 416 pour les 50 gouvernements de la Russie d'Europe, 411 pour la Bulgarie, 394 pour la Serbie. Après ces États se rangent : la Roumanie (393), la Hongrie (373), les États de langue allemande, Autriche (355), Empire allemand (347) ; mais on peut remarquer que, dans l'Empire allemand, la natalité est bien moins élevée en Alsace-Lorraine qu'en Prusse, Saxe et Bavière.

L'Espagne, l'Italie, le Portugal, le Mexique, les républiques sud-américaines, le Japon ont des coefficients voisins de ceux des pays germaniques et compris entre 320 et 350. En ce qui concerne l'Angleterre et les pays de l'Europe septentrionale (Norvège, Danemark, Suède) les taux de natalité sont aussi très voisins entre eux et varient entre 260 et 285.

Dans tous les pays (sauf l'Irlande, l'Espagne, la Bulgarie, la Roumanie) la natalité a baissé de 1900 à 1906, continuant ainsi le mouvement général de la période 1880-1900. La baisse de la natalité n'est donc pas un phénomène particulier à notre pays ; même dans certains États (Saxe, Empire allemand) la décroissance est plus rapide. Cependant, dans tous les pays considérés, le coefficient de natalité est encore bien supérieur à celui de la France, les excédents des naissances sur les décès sont considérables, tandis qu'en France ils sont presque nuls ou même négatifs.

---

(1) Même réflexion qu'à la note (1) de la page 284, en ce qui concerne ces tableaux.

**POPULATION, MARIAGES, NAISSANCES, DÉCÈS, ETC., PAR DÉPARTEMENTS, EN 1906 ET 1907**  
*(Chiffres provisoires pour 1907)*

DÉPARTEMENTS	POPULATION (le 4 mars 1906)	MARIAGES		DIVORCES		RECOU- VRAISSANCES d'enfants illé- gitimes	NAISSANCES d'enfants vivants		MORT-NÉS		DÉCÈS		
		1907	1906	1907	1906		1907	1906	1907	1906	1907	1906	
Ain . . . . .	345 856	2 595	2 480	53	72	263	6 091	6 667	248	253	7 313	7 196	
Aisne . . . . .	534 495	4 591	4 302	249	281	476	11 355	11 751	551	545	10 828	10 475	
Allier . . . . .	417 961	3 279	3 299	69	71	312	6 640	7 091	216	246	7 067	6 812	
Alpes (Basses) . . . . .	113 126	743	708	14	9	46	1 914	2 295	118	132	2 945	2 554	
Alpes (Hautes) . . . . .	107 498	786	665	10	16	49	2 142	2 357	120	121	2 402	2 427	
Alpes-Maritimes . . . . .	324 007	2 249	2 199	81	95	378	7 083	7 449	509	555	6 987	6 880	
Ardèche . . . . .	347 140	2 522	2 549	31	32	69	6 789	7 761	320	384	8 107	8 199	
Ardennes . . . . .	317 505	2 684	2 540	124	102	283	6 335	6 391	283	248	6 102	6 117	
Ariège . . . . .	205 684	1 372	1 430	22	19	72	3 404	3 608	199	202	5 151	5 181	
Aube . . . . .	243 670	1 836	1 913	108	124	337	4 227	4 245	284	284	6 213	5 789	
Aude . . . . .	308 327	2 145	2 229	56	49	182	5 192	5 793	266	266	8 458	7 993	
Aveyron . . . . .	377 299	2 338	2 897	27	27	141	7 705	6 598	362	377	1 685	1 735	
Belfort (Territoire de) . . . . .	95 421	809	750	28	22	51	2 153	2 189	143	139	1 818	1 781	
Bouches-du-Rhône . . . . .	765 918	5 572	5 364	257	238	1 295	16 084	16 571	1 153	1 172	18 266	17 811	
Calvados . . . . .	403 431	3 108	2 949	150	159	509	7 816	8 115	311	300	9 373	9 385	
Cantal . . . . .	228 690	1 601	1 664	31	34	94	1 988	4 462	4 836	163	170	4 407	4 405
Charente . . . . .	361 738	2 705	2 606	89	74	172	6 060	6 534	249	233	6 677	6 533	
Charente-Inférieure . . . . .	453 793	3 451	3 411	84	114	144	9 789	8 306	940	980	9 057	8 942	
Cher . . . . .	343 484	2 635	2 671	53	45	387	5 761	6 392	199	212	5 587	5 749	
Corrèze . . . . .	317 430	2 644	2 595	38	31	173	6 670	6 815	230	220	6 031	5 481	
Corse . . . . .	291 160	1 710	1 639	25	24	91	6 072	6 234	68	74	5 421	5 481	
Côte-d'Or . . . . .	357 959	2 466	2 517	82	94	266	5 677	5 884	208	228	7 159	7 387	
Côtes-du-Nord . . . . .	611 506	4 452	4 445	33	39	347	14 818	15 796	678	745	13 413	13 082	
Creuse . . . . .	274 094	2 062	2 127	33	38	179	4 736	4 945	129	145	4 450	4 442	
Dordogne . . . . .	447 052	3 478	3 586	78	83	248	7 999	9 433	359	394	9 099	9 325	
Doubs . . . . .	298 438	2 441	2 322	76	81	310	6 582	6 716	367	352	5 832	6 411	
Drôme . . . . .	297 2 0	2 105	2 085	65	58	58	4 979	5 294	287	282	6 395	6 380	
Eure . . . . .	330 140	2 616	2 409	161	183	409	4 189	6 334	279	300	7 009	7 261	
Eure-et-Loir . . . . .	273 823	2 170	2 141	108	85	286	5 369	5 435	230	230	5 729	5 688	
Finistère . . . . .	795 103	6 386	6 521	47	47	96	23 798	23 865	904	1 043	15 750	16 032	
Gard . . . . .	421 166	3 089	2 999	77	84	154	7 424	7 983	358	379	9 704	9 043	
Garonne (Haute-) . . . . .	442 065	3 069	3 133	94	81	417	6 681	7 176	225	222	9 816	9 604	
Gers . . . . .	231 088	1 507	1 625	47	44	85	3 032	3 503	132	185	4 897	4 797	
Gironde . . . . .	823 925	6 169	6 125	263	253	1 331	12 828	13 509	605	624	16 402	16 282	
Hérault . . . . .	482 999	3 215	3 344	68	83	386	8 163	9 081	394	456	10 682	10 345	
Ille-et-Vilaine . . . . .	611 805	4 980	5 005	68	83	297	6 271	13 183	641	635	13 317	13 319	
Indre . . . . .	290 216	2 218	2 175	23	23	81	4 979	5 258	199	166	4 799	4 702	
Indre-et-Loire . . . . .	337 916	2 732	2 616	77	86	395	5 789	5 853	228	228	6 971	6 352	
Isère . . . . .	562 815	4 031	4 066	150	136	217	9 480	10 234	494	505	12 139	11 445	
Jura . . . . .	257 725	1 833	1 835	44	59	226	5 034	5 220	232	256	5 599	5 724	
Landes . . . . .	398 397	2 121	2 304	29	17	292	5 503	6 102	256	217	4 893	4 661	
Loir-et-Cher . . . . .	276 019	2 188	2 171	56	43	300	5 087	5 197	199	190	5 167	4 875	
Loire . . . . .	643 943	5 125	5 274	209	171	490	12 230	12 931	727	747	13 302	13 019	
Loire (Haute-) . . . . .	314 725	2 249	2 229	25	30	142	6 438	6 083	297	311	6 445	6 327	
Loire-Inférieure . . . . .	666 748	5 174	5 111	123	128	384	12 557	12 909	534	527	12 506	12 233	
Loiret . . . . .	364 999	2 858	2 826	71	87	147	6 257	6 483	214	237	6 716	6 380	
Lot . . . . .	216 611	1 482	1 521	24	19	52	3 105	3 544	121	131	5 255	5 155	
Lot-et-Garonne . . . . .	274 610	1 902	1 913	83	89	182	6 680	4 031	210	185	6 017	5 757	
Lozère . . . . .	128 016	874	964	8	5	72	2 888	3 078	122	158	2 459	2 494	
Maine-et-Loire . . . . .	513 490	3 790	3 967	126	83	466	8 707	9 180	369	338	9 916	9 963	
Manche . . . . .	487 443	3 695	3 617	72	78	539	9 939	10 077	438	461	11 544	10 474	
Marne . . . . .	434 577	3 667	3 598	182	186	667	9 126	9 182	468	456	8 732	8 590	
Marne (Haute-) . . . . .	291 724	1 659	1 616	45	42	187	3 864	3 942	166	181	4 748	4 863	
Mayenne . . . . .	305 457	2 444	2 334	39	43	146	5 777	6 464	273	272	6 637	6 544	
Meurthe-et-Moselle . . . . .	517 508	4 251	3 977	151	186	577	13 309	13 445	569	517	10 517	10 571	
Meuse . . . . .	280 220	1 969	1 890	75	73	256	5 142	5 196	248	220	5 268	5 559	
Morbihan . . . . .	573 152	4 234	4 198	39	31	380	14 519	15 004	691	717	11 558	10 472	
Nièvre . . . . .	313 972	2 220	2 237	42	77	242	4 857	5 281	188	191	6 174	5 787	
Nord . . . . .	1 895 861	18 075	16 665	664	574	2 806	45 368	45 453	2 285	2 205	34 501	33 806	
Oise . . . . .	410 049	3 378	3 221	255	204	381	8 326	8 568	319	342	8 179	8 293	
Orne . . . . .	315 993	2 315	2 286	70	65	258	5 397	5 614	226	229	7 464	7 163	
Pas-de-Calais . . . . .	1 012 466	9 228	8 540	281	245	967	28 885	28 879	1 220	1 203	18 422	19 041	
Puy-de-Dôme . . . . .	535 419	3 638	3 577	42	30	315	9 078	8 827	367	432	10 613	10 590	
Pyénées (Basses-) . . . . .	425 817	2 800	2 872	42	30	315	9 078	8 827	367	432	10 613	10 590	
Pyénées (Hautes-) . . . . .	219 897	1 275	1 357	25	13	173	3 484	3 666	162	171	4 359	4 353	
Pyénées-Orientales . . . . .	213 171	1 670	1 702	46	34	90	4 265	4 843	196	294	4 128	4 170	
Rhône . . . . .	858 907	6 807	6 837	401	353	1 821	14 460	15 192	793	782	17 833	18 390	
Saône (Haute-) . . . . .	263 890	1 892	1 985	63	59	259	5 102	5 469	180	214	5 280	5 733	
Saône-et-Loire . . . . .	613 377	4 650	4 794	140	129	441	11 581	12 518	514	531	11 764	11 250	
Sarthe . . . . .	421 470	3 464	3 236	125	141	445	8 176	8 314	370	375	9 381	9 092	
Savoie . . . . .	253 297	1 701	1 693	18	27	222	5 385	5 691	342	380	5 142	5 317	
Savoie (Haute-) . . . . .	260 617	1 805	1 706	28	24	98	5 015	5 396	282	316	5 631	5 308	
Seine . . . . .	3 848 618	40 947	37 840	2 319	2 419	9 858	74 943	75 162	4 838	4 141	76 933	75 645	
Seine-Inférieure . . . . .	863 879	7 487	7 008	399	356	2 134	22 236	22 116	1 140	1 140	19 058	19 835	
Seine-et-Marne . . . . .	861 939	2 795	2 808	147	114	292	6 418	6 802	268	271	7 105	7 267	
Seine-et-Oise . . . . .	749 753	6 197	5 810	313	317	865	14 021	14 147	647	649	16 084	15 413	
Sèvres (Deux-) . . . . .	339 466	2 731	2 602	42	43	235	6 363	6 506	217	200	5 872	6 011	
Somme . . . . .	532 567	4 241	4 173	212	206	1 041	10 364	10 573	467	498	10 384	10 678	
Tarn . . . . .	330 539	2 410	2 232	38	24	86	5 619	6 188	255	276	7 027	6 775	
Tarn-et-Garonne . . . . .	188 563	1 190	1 222	38	24	86	2 729	3 067	146	159	4 528	4 229	
Var . . . . .	234 638	2 403	2 306	88	98	23	5 748	6 259	312	336	6 966	6 837	
Vaucluse . . . . .	239 178	1 764	1 786	87	81	173	4 121	4 522	295	258	5 584	5 421	
Vendée . . . . .	442 777	3 513	3 398	27	23	226	9 211	9 787	394	331	7 739	7 758	
Vienne . . . . .	333 621	2 609	2 647	42	45	234	6 275	6 510	229	243	5 825	5 457	
Vienne (Haute-) . . . . .	385 532	3 260	3 250	72	51	431	8 420	8 948	301	327	6 701	6 347	
Vosges . . . . .	429 812	3 458	3 355	99	89	267	9 885	10 154	532	511	8 331	8 889	
Yonne . . . . .	315 199	2 304	2 207	111	81	249	4 472	4 876	196	170	6 194	6 116	
FRANCE ENTIERE . . . . .	39 252 245	314 903	306 487	10 938	10 573	42 354	773 969	806 847	36 760	37 326	793 889	780 196	

*Décès.* — En moyenne, on a enregistré en France, pendant la période 1900-1906, 200 décès pour 10 000 habitants, soit une mortalité à peu près égale à celle de l'Empire allemand.

Durant la même période, les coefficients moyens de mortalité calculés par les pays figurant au tableau international, varient du simple au triple. Ces coefficients sont surtout faibles dans les pays d'immigration.

De 98 en Nouvelle-Zélande le coefficient atteint 305 au Chili, 316 en Russie d'Europe, 337 au Mexique. Ces trois États sont ceux où la mortalité est la plus forte. A l'autre extrémité de l'échelle, parmi les nations ayant un coefficient de mortalité inférieur à 200, figurent : la Nouvelle-Zélande (98), les divers États du Commonwealth australien, la Norvège (147), le Danemark (149), la Suède (155), les Pays-Bas (161), l'Angleterre (162).

Les États européens autres que la Russie, qui, pendant la période 1900-1906, ont eu une mortalité moyenne élevée ont été : l'Espagne (266), la Hongrie (261), la Roumanie (254), l'Autriche (244), la Bulgarie (227), l'Italie (222).

Pour tous les pays d'Europe, on constate une diminution du coefficient de mortalité ; la baisse est plus ou moins rapide — elle est peu rapide en France — mais elle est générale et elle continue le mouvement commencé au cours du dix-neuvième siècle.

*Le chef de la statistique générale de la France,*  
LUCIEN MARCH.

---